

Pas de requête formelle américaine pour voir les épouses de Ben Laden

Le Pakistan n'a pas encore reçu de requête formelle de Washington pour que les enquêteurs américains interrogent les épouses d'Oussama Ben Laden, détenues au Pakistan depuis le raid américain fatal au chef d'Al-Qaïda, a annoncé hier Islamabad.

Les Etats-Unis espèrent avoir accès à la famille de Ben Laden retenue au Pakistan «prochainement», avait auparavant indiqué à Washington un haut responsable américain, sans plus de précision.

«Le ministère des Affaires étrangères n'a pas reçu de requête formelle des Etats-Unis» dans ce sens, a déclaré hier en fin d'après-midi à l'AFP Tehmina Janjua, porte-parole du ministère pakistanais.

La porte-parole a également ajouté que le Pakistan n'avait pas reçu de demandes d'extradition du Yémen ou de l'Arabie saoudite, les pays d'origine des trois épouses de Ben Laden retrouvées vivantes avec 13 enfants et petits-enfants du chef d'Al-Qaïda dans la maison où un commando américain hélicopté l'a tué en plein milieu de la nuit il y a huit jours, à deux heures de route au nord d'Islamabad.

«Pour l'instant, aucune décision n'a été prise» d'autoriser ou non l'accès aux épouses de Ben Laden pour les enquêteurs américains, a indiqué pour sa part à l'AFP un haut responsable militaire pakistanais, sous couvert de l'anonymat.

«La famille est soignée, ils sont en détention provisoire», a-t-il ajouté.

Selon des responsables de la sécurité pakistanaise qui ont requis l'anonymat, la plus jeune des trois épouses, la Yéménite Amal Ahmed Abdulfattah, 29 ans, blessée d'une balle dans la jambe lors de l'assaut, a assuré aux enquêteurs pakistanais que Ben Laden et sa famille vivaient dans cette villa de la ville-garnison d'Abbottabad. Sa présence dans une ville relativement proche de la capitale et qui compte dans ses murs environ 10 000 militaires a conduit les plus hauts responsables américains à douter publiquement de la sincérité d'Islamabad, allié-clé de Washington dans sa «guerre contre le terrorisme» depuis fin 2001, et à soupçonner des complicités au sein de l'appareil militaire et du renseignement. Des accusations qu'Islamabad, qui a déjà vivement protesté contre une violation de son territoire pour n'avoir pas été avertie à l'avance du raid américain, a qualifiées d'«absurdes» lundi.

MAROC

Interpellation de 3 nouveaux suspects dans l'attentat de Marrakech

Les autorités marocaines ont arrêté hier trois personnes soupçonnées d'être impliquées dans l'attentat qui a eu lieu le 28 avril contre un café de la place Jamaâ El-Fna à Marrakech et dans lequel 17 personnes dont 8 Français ont été tuées, a-t-on appris de source sécuritaire.

«Ces trois personnes avaient seulement pris connaissance du projet d'attentat mais n'avaient pas pris part activement à son exécution», a indiqué à l'AFP une source sécuritaire ayant requis l'anonymat. Cette interpellation intervient cinq jours après l'arrestation de trois suspects, dont l'auteur princi-

pal présumé de l'attentat, à Safi, à 350 km au sud de Casablanca.

Selon une source policière, les trois suspects arrêtés hier «habitent tous à Safi et étaient plus ou moins au courant du projet. L'un d'entre eux aurait même assisté à un essai près de Safi». «Pour l'instant, il n'y a pas beaucoup de

détails sur ces trois nouveaux suspects, mais ils habitent dans des quartiers rapprochés de Safi», a précisé cette source. «L'un des trois nouveaux suspects possède une "téléboutique" (ndlr, un magasin de cabines téléphoniques) à Safi. Son magasin a été fermé», ajoute la même source.

Selon le ministre marocain de l'Intérieur Taïb Cherkaoui, le principal suspect, Adil Atmani, avait déjà séjourné au Portugal en 2004 et en Libye en 2008. Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) a nié

samedi toute implication dans l'attentat meurtrier de Marrakech, démentant la piste initialement évoquée par les enquêteurs.

Le lendemain de l'attentat qui a eu lieu au café Argana, dans la célèbre place Jamaâ El-Fna, M. Cherkaoui avait déclaré que le mode opératoire rappelait le «style utilisé d'habitude par Al-Qaïda».

Vendredi, après l'arrestation de trois Marocains, le ministre marocain les a décrits comme des «admirateurs d'Al-Qaïda».

SYRIE

Al-Jazeera toujours sans nouvelles de sa journaliste disparue

La chaîne satellitaire qatarie Al-Jazeera a affirmé hier être toujours sans nouvelles de sa journaliste Dorothy Parvez, détenue selon elle en Syrie, et démenti les informations d'un quotidien syrien selon lesquelles elle aurait quitté le pays.

Le journal *Al-Watan*, proche du pouvoir en Syrie, a affirmé hier que Dorothy Parvez, détenue selon la chaîne qatarie depuis son arrivée à Damas le 29 avril, avait quitté la Syrie le 1^{er} mai. «Les autorités syriennes ne nous ont donné aucune information sur ce qui est arrivé à Dorothy après son arrivée en Syrie.

Cette affaire relève de leur responsabilité et nous continuons de réclamer sa libération», a affirmé un porte-parole de la chaîne dans un communiqué.

Les Etats-Unis avaient déclaré vendredi chercher à entrer en contact par voie diplomatique avec Dorothy Parvez, une Américano-

canado-iranienne qui a rejoint Al-Jazeera en 2010 pour travailler pour sa chaîne en anglais. La chaîne qatarie avait appelé mercredi les autorités syriennes à libérer sa journaliste, déclarant qu'elle était détenue depuis son arrivée à Damas.

D'après *Al-Watan*, la journaliste, âgée de 39 ans, a quitté la Syrie le 1^{er} mai, «les autorités lui ayant interdit l'entrée car elle était munie d'un visa touristique alors que son matériel montrait qu'elle se rendait en Syrie dans l'intention de couvrir» les

événements. Al-Jazeera est critiquée en Syrie pour sa couverture jugée exagérée du mouvement de révolte populaire entamé mi-mars, et dont la couverture est étroitement surveillée par le régime du président Bachar Al-Assad.

Les médias officiels syriens accusent régulièrement les chaînes satellitaires, en particulier Al-Jazeera, Al-Arabiya, la BBC et France 24, d'utiliser des images «fabriquées» sans s'assurer de leur source.

Libération de six figures de l'opposition

Six figures de l'opposition syrienne, dont cinq arrêtées au cours du mouvement de contestation sans précédent contre le régime de Bachar Al-Assad, ont été libérées, ont indiqué hier un avocat et un militant des droits de l'Homme.

«Le juge a décidé de libérer mardi l'écrivain Fayez Sara (arrêté le 11 avril), le dirigeant du parti du peuple démocratique Georges Sabra (arrêté le 10 avril), et le militant Kamal Cheikho, détenu depuis le 16 mars», a précisé l'avocat Michel Chammas à l'AFP. Ils ont été libérés après le versement d'une caution de 100 dollars chacun.

Les autorités ont libéré en outre lundi soir «Hassan Abdel-Azim en compagnie du journaliste Hazem Al-Nahar. Ils n'ont pas été traduits en justice», a ajouté l'avocat.

Avocat de formation, M. Abdel Azim, 80 ans, est secrétaire général du parti de l'Union arabe socialiste et porte-parole du Rassemblement national démocratique, mouvements d'opposition de gauche. Il a été enlevé il y a plusieurs jours.

M. Chammas a appelé les autorités à «libérer tous les détenus de conscience en Syrie et à engager un dialogue national généralisé, pour parvenir à une solution à la crise».

De nombreux opposants ont été arrêtés en Syrie depuis le début, le 15 mars, du mouvement de protestation réclamant des réformes politiques et économiques et un changement de régime en Syrie. Le président Assad a levé le 21 avril l'état d'urgence en vigueur depuis l'arrivée au pouvoir du parti Baâth en mars 1963, répondant ainsi à l'une des principales revendications des contestataires, avec la libération des prison-

niers politiques. Malgré cette mesure, la répression a continué contre les manifestants et les arrestations se sont multipliées. Pour sa part, le président de l'Organisation nationale des droits de l'Homme, Ammar Qorabi, a annoncé dans un communiqué la libération dimanche de l'opposant Habib Saleh, qui a purgé une peine de trois ans de prison sous l'accusation de «propagations d'informations mensongères».

Les services de sécurité l'avaient arrêté en mai 2008 à Tartous (nord-ouest) après avoir publié un article appelant à des réformes politiques. Cet écrivain avait été arrêté en 1982, puis en 1986, en 1994, et en 2001 avec neuf autres militants démocrates et avait alors passé trois ans en prison. Il avait à nouveau été arrêté en mai 2005, accusé d'«avoir publié des informations mensongères» sur internet.

Le frère du président Al-Assad sanctionné

Le frère cadet du président syrien Bachar al-Assad, Maher, chef de la Garde républicaine, figure en tête de liste des 13 responsables syriens sanctionnés par l'Union européenne pour leur rôle dans la répression des opposants, selon le Journal officiel de l'UE publié hier.

Maher al-Assad, 43 ans, présenté comme «le principal maître d'œuvre de la répression contre les manifestants», précède sur la liste le chef des renseignements généraux Ali Mamlouk, 65 ans, et le nouveau ministre de l'Intérieur, Mohammad Ibrahim al-Chaâr (âge non précisé), nommé le 28 avril, également sanctionnés pour leur «implication».

Les plus hauts responsables de l'appareil répressif syrien sont également en bonne place comme les chefs respectifs de la sécurité politique, du renseignement militaire et du renseignement militaire de l'armée de l'air, Mohammed Dib

Zeitoun, Abd al-Fatah Qudsiyah et Jamil Hassan. Les sanctions contre les treize responsables syriens, identifiés comme étant particulièrement impliqués dans la répression violente des manifestations, prévoient un gel de leurs avoirs et l'interdiction d'accès aux pays de l'UE.

Bruxelles a également décidé un embargo sur les armes, les deux mesures entrant en vigueur dès hier. Une personnalité qualifiée de «proche de Maher al-Assad», le colonel Hafez Makhoul, 40 ans, qui dirige une unité des Renseignements généraux figure sur cette liste. De

même Rami Makhoul, 41 ans, «homme d'affaires syrien associé à Maher al-Assad», qui «finance le régime permettant la répression contre les manifestants».

Les autres responsables visés sont : Atef Najib, un cousin du président, «ancien responsable de la sécurité politique à Deraâ» (sud), localité où a éclaté le mouvement de contestation du régime, Amjad al-Abbas, chef de la sécurité politique à Baniyas (côte méditerranéenne) et «impliqué dans la répression des manifestants à Baida» (Centre), Rustum Ghazali, chef du service de renseignement militaire pour le gouvernorat de Damas (ex-homme fort au Liban du temps de la présence militaire syrienne dans ce pays, NDLR), et enfin deux membres de la milice Shabiha, et du clan du président, Fawwaz al-Assad et Mundir al-

Assad. Le président Bachar al-Assad a échappé dans l'immédiat aux sanctions, en raison de divergences au sein de l'UE sur l'opportunité de viser le chef de l'Etat syrien, selon des sources diplomatiques. L'Allemagne n'a pas exclu un second train de sanctions renforcées. «Les sanctions décidées (par l'UE) sont un premier pas. Si Damas poursuit la répression, nous ferons davantage pression et renforcerons les sanctions», a estimé hier le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, cité dans un communiqué.

Selon des organisations de défense des droits de l'homme, depuis le début du mouvement de contestation, entre 600 et 700 personnes ont été tuées et au moins 8 000 autres ont été interpellées en Syrie.